

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2021-1268 du 22 octobre 2021  
relatif à l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du  
vent dénommée "Parc Éolien de Saint-Ambroix Est", située sur le territoire de la commune de  
Saint-Ambroix et exploitée par la société SARL CHAMPS ORNITHOGALE**

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier;

**Vu** le code forestier;

**Vu** le code de la défense;

**Vu** le code du patrimoine;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation;

**Vu** le code rural et de la pêche maritime;

**Vu** le code des transports;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de M. Carl ACCETTONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETTONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** la demande présentée le 14 septembre 2020, complétée le 15 février 2021, par la société SARL CHAMPS ORNITHOGALE, dont le siège social est situé 3 bis route de Lacourtenourt – 31150 FENOUILLET, à l'effet d'obtenir l'autorisation environnementale pour une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, regroupant 3 aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale de 5 MW et un poste de livraison électrique situés sur la commune de Saint-Ambroix ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mars 2021, actant le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation environnementale sus-visée ;

**Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 avril 2021 ;

**Vu** le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale susvisé, transmis le 12 mai 2021 et joint au dossier mis à l'enquête publique ;

**Vu** la décision en date du 26 mars 2021 du président du tribunal administratif d'Orléans, portant désignation du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-0443 du 28 avril 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 25 mai au 24 juin 2021 inclus ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes concernées par le rayon d'affichage de l'enquête publique ;

**Vu** la publication en date des 7 mai et 28 mai 2021 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux et communautaires concernés par le rayon d'affichage de l'enquête publique ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur dans le rapport remis le 22 juillet 2021 ;

**Vu** l'avis favorable remis par la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 6 octobre 2020 ;

**Vu** l'avis favorable du commandement de la Défense Aérienne et des Opérations Aériennes de l'Armée de l'Air rendu le 13 novembre 2020 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport du 13 septembre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'envoi du projet d'arrêté autorisant l'exploitation de ce parc éolien, pour avis, au pétitionnaire le 21 septembre 2021 ;

**Vu** l'accord de l'exploitant en date du 6 octobre 2021 déclarant ne pas avoir de remarques sur le projet d'arrêté

**Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 8 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature, édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que la configuration d'implantation des 3 machines du projet conduit à une densification des parcs éoliens existants et n'engendre ni d'impact visuel supplémentaire significatif sur le patrimoine protégé, ni de saturation visuelle depuis les bourgs environnants ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts sur les chiroptères et l'avifaune peuvent être maîtrisés par la mise en place de dispositifs de bridage du fonctionnement des éoliennes et de détection de l'avifaune par vidéosurveillance associé à un système d'effarouchement et d'arrêt des machines ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'État, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Cher ;**

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

##### **ARTICLE 1- Domaine d'application**

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L. 5113-1 de ce code et de l'article L. 54 du code des postes et des communications électroniques, autorisations prévues par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine et par l'article L. 6352-1 du code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

##### **ARTICLE 2- Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SARL CHAMPS ORNITHOGALE, dont le siège social est situé 3 bis route de Lacourtenourt à Fenouillet (31 150), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du

présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Ambroix les installations détaillées dans les articles suivants.

### **ARTICLE 3 -Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale**

Les installations concernées sont situées sur la commune et les lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit
	X	Y		
Aérogénérateur E1	634680	6649726	Saint-Ambroix	La Grenouillère
Aérogénérateur E2	635419	6650055	Saint-Ambroix	La Bonde
Aérogénérateur E3	635799	6649591	Saint-Ambroix	Pièces de la Chaussée
Poste de livraison (PDL 1)	635863	6649710	Saint-Ambroix	Pièces de la Chaussée
Local technique	635860	6649708	Saint-Ambroix	Pièces de la Chaussée

### **ARTICLE 4 -Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L. 512-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Hauteur maximale de mât en mètre
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	3 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	109,6 (en sommet de nacelle)

A : installation soumise à autorisation

La hauteur totale maximale en bout de pale autorisée, pale en position verticale, pour chaque aérogénérateur est de 180 m.

Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 150 m.

La garde au sol (distance entre le sol et le bas de pale) minimale est de 30 m.

La puissance unitaire maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 5 MW, portant la puissance totale maximale autorisée pour l'installation à 15 MW.

## **ARTICLE 2-Conformité des installations**

L'installation doit être exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **ARTICLE 3- Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1 du présent titre.

Le montant initial des garanties financières en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement s'élève à :

$$M_{\text{initial}} = n \times (50\,000 + 10\,000 \times (P-2)) = 240\,000 \text{ Euros}$$

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule suivante :

$$M = M_{\text{initial}} \times (\text{Index}_n / \text{Index}_0 \times 1 + \text{TVA}_n / 1 + \text{TVA}_0)$$

Où

- n est le nombre d'aérogénérateurs soit 3 ;

- P est la puissance unitaire installée des aérogénérateurs, en mégawatt (MW) soit 5 ;

Ce montant est calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

$\text{Index}_n$  = indice TP01 en vigueur à la date de constitution des garanties financières.

$\text{Index}_0$  = indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, soit 102,1807 calculé sur la base 20.

$\text{TVA}_n$  = taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction en vigueur à la date de constitution des garanties financières.

$\text{TVA}_0$  = taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.

## **ARTICLE 4- Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux**

### **Article 4.1- Préservation du paysage**

Afin de limiter leur impact visuel, les postes de transformation électrique de chaque aérogénérateur sont situés à l'intérieur du mât.

L'ensemble des lignes électriques de raccordement internes au parc est enfoui.

## **Article 4.2- Protection de l'avifaune et des chiroptères**

### ***Article 4.2.1- Mesures en phase de travaux de construction ou de déconstruction du parc***

Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction ou de déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débuter entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 juillet inclus et la poursuite des travaux pendant cette période ne peut s'effectuer que sous réserve d'un contrôle préalable de l'absence de nid occupé, réalisé par une personne ou un organisme expert. En cas d'arrêt de plus d'un mois du chantier avec une reprise des travaux entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plate-formes de montage, passages des câbles de raccordement) et pérennes (chemins d'accès, plate-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs) sont réalisés avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés et en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés).

### ***Article 4.2.2- Mesures en phase de fonctionnement du parc***

a) Après la mise en service industrielle du parc, tout éclairage extérieur des installations est interdit, en dehors du balisage réglementaire imposé par l'article 11 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

b) Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases d'arrêt des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :

#### 1/ du 1<sup>er</sup> avril au 9 avril inclus

- en cas de vitesse de vent inférieure à 3 m/s ;
- et quelle que soit la température ;
- pendant toute la nuit ;
- le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

#### 2/ du 10 avril au 31 juillet inclus

- en cas de vitesse de vent inférieure à 5 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 12 °C ;
- pendant toute la nuit ;
- le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

#### 3/ du 1<sup>er</sup> août au 20 octobre inclus

- en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 10 °C ;
- pendant toute la nuit ;

- le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

#### 4/ du 21 octobre au 31 octobre inclus

- en cas de vitesse de vent inférieure à 3 m/s ;
- et quelle que soit la température ;
- pendant toute la nuit ;
- le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

La mise en place effective du plan de bridage des machines et le bon entretien et fonctionnement des appareils utilisés doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

c) Pour prévenir les risques de collision avec l'avifaune, l'exploitant met en place un système de vidéosurveillance, installé sur l'éolienne E2, qui permet de détecter la présence d'oiseaux en période diurne. Ce système est associé à un dispositif d'effarouchement acoustique destiné à dissuader les oiseaux de s'approcher des machines du parc éolien. En cas de persistance de la présence d'oiseaux, le dispositif entraîne l'arrêt des trois machines jusqu'à l'éloignement des oiseaux.

Les enregistrements de la vidéosurveillance font l'objet d'une analyse quotidienne qui peut conduire l'exploitant à engager des mesures correctives supplémentaires afin de réduire le risque de collision avec l'avifaune.

d) L'exploitant met en place, dès la mise en service industrielle du parc, un suivi environnemental, comprenant le suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères selon les modalités du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministère en charge de l'environnement.

Le suivi de mortalité des chiroptères a notamment pour objectif d'évaluer l'efficacité et la pertinence du bridage (avec redéfinition éventuelle des modalités initiales de bridage).

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport de suivi environnemental contient en outre les écarts de ces résultats par rapport aux analyses précédentes ainsi que, le cas échéant, des propositions de mesures correctives. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre du suivi considéré.

e) L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris prévoyant notamment :

- la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ;
- l'analyse des causes de la mortalité ;
- l'information de l'inspection des installations classées.

Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.

#### **Article 4.3- Mesures spécifiques liées au bruit**

Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments. Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique susvisée, ils seront remplacés par des points situés au droit de l'une des habitations adjacentes, sous réserve de justifier d'un environnement de mesure analogue.

Dans les 10 mois suivant la mise en service industrielle du parc, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne de mesure des niveaux d'émission sonore avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

En cas de dépassement des seuils réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois un plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles. Il s'assure de son efficacité par un nouveau contrôle dans un délai de 6 mois après la mise en œuvre de ce plan de fonctionnement.

Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant de leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La mise en place effective du plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'inspection des installations classées pourra demander.

#### **ARTICLE 5- Mesures spécifiques liées à la sécurité**

Avant le début des travaux et avant la mise en service industrielle du parc, l'exploitant communique au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher les informations suivantes :

- le nom du parc ;
- le nombre d'éoliennes et leur numéro d'identification (inscrit sur le mât) ;
- un plan de situation avec l'emplacement précis de chaque éolienne ainsi que leurs coordonnées GPS et leurs accès ;
- l'emplacement du poste de livraison ;
- le nom du constructeur ainsi que le modèle d'éoliennes ;
- un numéro d'astreinte joignable 7 j/7 et 24 h/24 en cas d'intervention.

L'exploitant doit informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours de toutes modifications intervenant lors de l'exploitation des installations.

Un affichage visible, reprenant le numéro d'astreinte, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur et du poste de livraison. Il est mis à jour en cas de modification de ces coordonnées.

Le poste de livraison est également doté d'extincteurs adaptés au risque et contrôlé annuellement par un organisme compétent.

#### **ARTICLE 6- Mesures liées au balisage des aérogénérateurs**

Le balisage des aérogénérateurs respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 susvisé relatif au balisage lumineux des obstacles à la navigation aérienne, et en particulier les dispositions suivantes :



- les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes du parc sont synchronisés entre eux ;
- les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms.

#### **ARTICLE 7- Convention d'arrêt**

L'exploitant établit une convention avec le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) qui prévoit l'arrêt des aérogénérateurs dès l'application des plans de défense aérienne nécessitant un renforcement de la Posture Permanente de Sécurité (PPS).

Une copie de cette convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8- Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation-environnementale initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

#### **ARTICLE 9- Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement pour l'application de l'article R.181-43, l'usage à prendre en compte est le suivant: usage agricole.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site;
- des interdictions ou limitations d'accès au site;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en électricité, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

---

## TITRE III

### DISPOSITIONS DIVERSES

---

#### **ARTICLE 1- Construction et mise en service industrielle du parc**

Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe:

- le préfet du Cher;
- l'inspection des installations classées;
- la direction départementale des territoires du Cher;
- le ministère de la Transition Écologique - Direction générale de l'aviation civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) - Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14321 - 44343 BOUGUENNAIS CEDEX;
- le ministère de la Défense - Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 - SDRCAM Nord - RD 910 - 37076 TOURS CEDEX 02):
  - des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour chacune d'elles, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pales comprises) ;
  - de la date de mise en service industrielle de son installation ;
  - de la date de mise en service de chaque aérogénérateur.

Le demandeur devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien au ministère de la Transition Écologique - Direction générale de l'aviation civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) - Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14 321 - 44 343 BOUGUENNAIS CEDEX.

L'attention du demandeur est également attirée sur le fait que se soustraire à chacune de ces obligations engagerait sa responsabilité pénale en cas de collision avec un aéronef.

#### **ARTICLE 2**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Ambroix et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Ambroix pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de M. le maire de Saint-Ambroix à la préfecture du Cher.

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de justice administrative, à la Cour administrative d'appel de Versailles, 2, esplanade du Grand Siècle – BP 90 476 – 78 011 Versailles:

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La Cour administrative d'appel de Versailles peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant, CS 60 022, 18 020 Bourges Cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame la ministre de la Transition Écologique et Solidaire, Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de La Défense, Paroi Nord, 92 055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4**

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le maire de Saint-Ambroix, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société SARL CHAMPS ORNITHOGALE.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONI

